

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

REF : CDV – N° 2022-58

THEME : VOIRIE

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION MISE EN PLACE
D'UNE VINGTAINE D'HORODATEURS A CLAVIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 26 septembre 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 20 septembre 2022, le Conseil municipal s'est réuni le 26 septembre 2022 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = M. TAVERNIER, Mme SERRE, M. DONZEL, Mme DEBUS, M. LEGRAND, Mmes COLOMB, JUMMUN, Mme CHARDEYRON, M. ROBIN, , MM. TRINQUET, COLLET, BLANC, Mmes PERRONE, CASSAR, M. BONNAMOUR, Mme CHEMIN, M. GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Mme TISSOT qui donne pouvoir à Mme PERRONE.

Mme GAUTHIER qui donne pouvoir à Mme SERRE.

M. LAURENT qui donne pouvoir à M. TAVERNIER.

Absents non excusés :

Mmes ACVI et ROMANET.

Monsieur le maire rappelle que la commune de Nantua a été labélisé Petites Villes de Demain

Dans le cadre de cette labélisation, la commune a missionné les bureaux d'études Trait d'Union et Inddigo, afin de réaliser un plan circulation, stationnement. L'objectif est de réaliser un véritable guide afin de réduire la circulation des poids lourds, de repenser le stationnement et la signalétique.

Une des premières actions du bureau d'études a été de réaliser une enquête terrain sur les différentes poches de stationnement. Les poches à proximité du centre sont très occupées avec un taux de rotation très faible.

Pour permettre une meilleure rotation, et enlever les voitures ventouses en centre-ville, il a été proposé l'installation d'une vingtaine d'horodateurs, rues Mercier, Collège et Hôtel de ville, et l'avenue du Lac.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Dépenses		Recettes	
Équipements	Montant HT	Origine	Montant HT
20 horodateurs	131 300 €	Fonds de concours HBA	26 260 €
		Autofinancement	105 040 €
TOTAL HT		TOTAL HT	131 300 €

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le plan de financement proposé ;
- **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part qui ne sera pas subventionnée ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à demander toutes les subventions correspondantes ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE, LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS, TOUS LES MEMBRES PRESENTS ONT SIGNE AU REGISTRE.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.